

**Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le
Royaume de Belgique et la République dominicaine sur l'exercice d'
activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel
de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le
17 juin 2022.**

Le Gouvernement de la Région wallonne,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République dominicaine sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 17 juin 2022, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

**Pour le Gouvernement de la Région wallonne
Le Ministre-Président,**


Elio Di Rupo

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République dominicaine sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 17 juin 2022.

Exposé des motifs

A. Objet et contexte juridique

Le présent accord soumis à l'approbation du Parlement, a pour objet de faciliter l'exercice d'une activité rémunérée (profession salariée ou indépendante) pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires de la République dominicaine affectés en Belgique et, sur base de réciprocité, pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des (futurs) missions diplomatiques et postes consulaires belges en République dominicaine.

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'État d'envoi dans l'État d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des États, dont la Belgique et la République dominicaine, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités au bénéfice des membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que des membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (conjoint, partenaire légal et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'État d'accueil une activité rémunérée. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. Dans la plupart des États, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Conscient de cette problématique, le Conseil de l'Europe, a adopté une recommandation sur un modèle d'accord bilatéral ayant pour objectif de permettre aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire l'exercice d'une activité rémunérée.

Dans le cadre de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à un certain nombre de pays la négociation d'accords bilatéraux de réciprocité visant entre autres à permettre au partenaire d'agents diplomatiques et consulaires d'effectuer un travail rémunéré.

B. Le contenu de l'Accord

Préambule :

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'État d'accueil, tels que définis dans le champ d'application de l'Accord (article 1).

Article 1^{er} : Champ d'Application de l'Accord

L'Accord, conclu sur base de réciprocité, bénéficie au conjoint, au partenaire légal et aux enfants célibataires à charge âgés de moins de dix-huit ans des agents diplomatiques et consulaires ainsi qu'au conjoint et au partenaire légal de tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'État d'envoi.

Par « un autre membre du personnel » de la mission, on entend les membres du personnel administratif et technique et les membres du personnel de service de la mission, tels que définis à l'article 1^{er} de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques, ainsi que les employés consulaires et membres du personnel de service du poste consulaire, tels que définis à l'article 1^{er} de la Convention de Vienne sur les Relations consulaires.

L'autorisation d'exercer des activités à but lucratifs est accordée conformément à la réglementation en vigueur dans l'État d'accueil et aux dispositions de l'Accord.

L'autorisation, qui ne concerne pas les ressortissants de l'État d'accueil et les résidents permanents sur son territoire, produit ses effets durant la période d'affectation du membre du personnel auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil, et cesse quand l'affectation du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil est terminée. Sauf si l'État d'accueil en décide autrement, l'autorisation cesse également quand le bénéficiaire ne fait plus partie du ménage du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire.

Article 2 : Procédures

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité rémunérée. Les demandes doivent être introduites par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par la voie diplomatique.

L'article prévoit que les procédures soient suivies avec diligence de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité rémunérée dans les meilleurs délais. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'État d'accueil en ce qui

concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Article 3 : Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil.

L'État d'envoi lèvera également l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 4 : Immunité en matière pénale

Conformément à cet article, l'État d'envoi renoncera à l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille, sauf si cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité rémunérée.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique adressée par l'État d'accueil à l'État d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 5 : Régimes fiscal et de sécurité sociale

L'article 5 prévoit que les régimes fiscaux et de sécurité sociale de l'État d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités rémunérées.

Par « régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil », on entend l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit État, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

Les dispositions de cet article sont conformes au contenu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires et ne créent pas de nouveaux droits à cet égard.

Cet article est purement déclaratif.

L'article 33 §1 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques prévoit que l'agent diplomatique est exonéré de la sécurité sociale pour les services rendus pour l'État d'envoi. Il est clair que, s'il s'agit d'un conjoint, d'un partenaire légal ou d'un autre membre de la famille, cette personne ne fournit pas de services au nom de l'État d'envoi. Par conséquent, l'article 33 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne prévoit pas d'exemption de sécurité sociale pour eux.

En ce qui concerne la Convention de Vienne sur les relations consulaires, l'article 57 § 2 précise que les privilèges et immunités accordés dans ce chapitre ne

s'appliquent pas aux membres de la famille qui exercent eux-mêmes une activité rémunérée dans l'État d'accueil. La Convention ne prévoit donc pas d'exemption des régimes fiscaux et de sécurité sociale de l'État d'accueil.

Article 6 : Durée et dénonciation

L'Accord restera en vigueur pour une durée indéterminée et chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

L'article 7 concerne l'entrée en vigueur de l'Accord.

C. Nature de la convention sur le plan interne

Après l'entrée en vigueur de la sixième réforme de l'État, les Régions sont compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers. La régionalisation de la carte professionnelle pour les indépendants implique que cet Accord soit devenu un traité mixte. Le transfert de certaines compétences concernant l'emploi de la Région wallonne vers la Communauté germanophone est entré en vigueur le 1er janvier 2016, raison pour laquelle cette Communauté est devenue compétente.

Le caractère mixte (fédéral, Régions et la Communauté germanophone) a été établi par la « Conférence Interministérielle de Politique étrangère » sur avis du Groupe de travail traités mixtes du 3 décembre 2015 et du 11 février 2016.

L'Accord a été signé au nom du Royaume de Belgique par madame Theodora Gentzis, Présidente *ad intérim* du Comité de Direction du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, et par Delphine Delouvroy, Chef de service, Département Chancellerie et Affaires étrangères (Région flamande). Pour la République dominicaine, monsieur Iván Ogando Lora, ambassadeur de la République dominicaine, a signé l'accord.

D. Commentaires des articles du décret

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, représenté par :

**Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Gouvernement de la Communauté germanophone,**

ET

LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE,

DESIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel de missions de l'Etat d'envoi ou des postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'Etat d'accueil,

SONT convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Champ d'application

1. Sont autorisés, sur base de réciprocité, à exercer une activité à but lucratif dans l'Etat d'accueil :
 - a) le conjoint, le partenaire légal et les enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi affectés :
 - (i) auprès de l'Etat d'accueil, ou
 - (ii) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans l'Etat d'accueil ;
 - b) de même, le conjoint et le partenaire légal d'un autre membre du personnel de la mission de l'Etat d'envoi ou du personnel du poste consulaire du même Etat ;tels que définis à l'article 1 des Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963).
2. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est donnée par les autorités de l'Etat d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ledit Etat et conformément aux dispositions du présent Accord.
3. Cette autorisation ne concerne pas les ressortissants de l'Etat d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire.
4. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, l'autorisation ne sera pas accordée à celui des bénéficiaires qui, après avoir accepté une activité rémunérée, cesse de faire partie de la famille des personnes visées au paragraphe premier du présent article.
5. L'autorisation produit ses effets durant la période d'affectation des personnes visées au paragraphe premier du présent article dans la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'Etat d'envoi sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse ses effets au plus tard au terme de cette affectation ou moyennant un délai raisonnable suivant cette échéance.

ARTICLE 2

Procédures

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de l'Etat d'envoi auprès de la Direction du Protocole du Ministère des Affaires étrangères de la République dominicaine ou de la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

Après vérification que la personne est à charge d'un agent visé par le champ d'application de l'article 1 § 1, et après examen de la demande officielle, l'ambassade de l'Etat d'envoi sera informée par le gouvernement de l'Etat d'accueil que la personne à charge peut exercer l'activité à but lucratif.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais ; toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.
3. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences usuelles ou réglementaires relatives aux données personnelles, qualités professionnelles ou autres que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.
4. Les dispositions du présent Accord ne peuvent pas être interprétées dans le sens de la reconnaissance des titres, diplômes ou études entre les deux Etats.

ARTICLE 3

Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil. L'Etat d'envoi lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

ARTICLE 4

Immunité en matière pénale

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international ;

- a) l'Etat d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de l'Etat d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'Etat d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts ;

- b) cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique devra être requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat d'envoi prendra la requête de l'Etat d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 5

Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

ARTICLE 6

Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 7

Entrée en vigueur

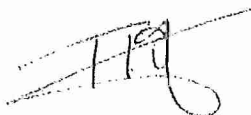
Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 17 juin 2022, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et espagnole, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte français prévaudra.

**POUR LE ROYAUME DE
BELGIQUE :**

le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté
germanophone,



le Gouvernement flamand,



**POUR LA RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE :**



OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE DOMINICAANSE RÉPUBLIEK
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL
VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIËS EN CONSULAIRE POSTEN

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE DOMINICAANSE REPUBLIEK
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL
VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN**

HET KONINKRIJK BELGIË, vertegenwoordigd door:

**De Federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest,
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,**

EN

DE DOMINICAANSE REPUBLIEK,

GELEID DOOR DE WENS een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Staat, te vergemakkelijken,

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied van de Overeenkomst

1. Mogen op grond van wederkerigheid betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat:
 - a) de echtgen(o)t(e), de wettelijke partner en de ongehuwde kinderen ten laste jonger dan 18 jaar van een diplomatieke agent of een consulaire ambtenaar van de Zendstaat die zijn aangesteld:
 - (i) bij de Ontvangende Staat, dan wel
 - (ii) bij internationale organisaties met een zetel in de Ontvangende Staat;
 - b) evenzo, de echtgen(o)t(e) en de wettelijke partner van een ander personeelslid van de zending van de Zendstaat of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat;

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulaire verkeer (1963).

2. De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
3. Deze toestemming geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.
4. Tenzij de Ontvangende Staat anderszins beslist, wordt geen toestemming verleend aan de begunstigden die, na betaalde werkzaamheden te hebben aanvaard, niet langer deel uitmaken van het gezin van de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen.
5. De toestemming is geldig voor de periode dat de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen zijn aangesteld bij de diplomatieke zending of de consulaire post van de Zendstaat op het grondgebied van de Ontvangende Staat, en vervalt op zijn laatst wanneer de aanstelling eindigt, dan wel binnen een redelijke termijn na de beëindiging.

ARTIKEL 2

Procedures

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de begunstigde door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Dominicaanse Republiek dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

Na verificatie of de persoon ten laste is van een agent voorzien in het toepassingsgebied van het artikel 1, eerste paragraaf, en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de regering van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat de persoon ten laste de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.

2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.
3. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de vereisten of voorschriften die gewoonlijk van toepassing zijn op persoonsgegevens, professionele of andere kwalificaties waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.
4. De bepalingen van deze Overeenkomst kunnen niet worden geïnterpreteerd in de zin van de erkenning van titels, diploma's of studies tussen de twee Staten.

ARTIKEL 3

Civil- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Ingeval de begunstigde van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten civil- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken die met betrekking tot dergelijke handelingen worden uitgesproken.

ARTIKEL 4

Immuniteit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de begunstigde van de toestemming vóór het verrichten van betaalde werkzaamheden immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel van enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- a) doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden,

behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;

- b) het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 5

Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigten van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

ARTIKEL 6

Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst blijft van kracht voor onbepaalde duur, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

ARTIKEL 7

Inwerkingtreding

Deze Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de grondwettelijke en wettelijke procedures.

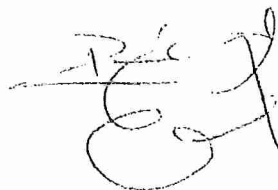
TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, op 17 juni 2022, in twee originele exemplaren, in de Franse, de Nederlandse en de Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Franse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

VOOR DE DOMINICAANSE
REPUBLIC:

De Federale Regering,
De Waalse Regering,
De Regering van het Brussels
Hoofdstedelijke Gewest,
De Regering van de Duitstalige
Gemeenschap,



De Vlaamse Regering,



ACUERDO
ENTRE
EL REINO DE BÉLGICA
Y
LA REPÚBLICA DOMINICANA
SOBRE EL DESEMPEÑO DE ACTIVIDADES DE CARÁCTER LUCRATIVO
POR CIERTOS MIEMBROS DE LA FAMILIA
DEL PERSONAL DE MISIONES DIPLOMÁTICAS Y OFICINAS CONSULARES

**ACUERDO
ENTRE
EL REINO DE BÉLGICA
Y
LA REPÚBLICA DOMINICANA
SOBRE EL DESEMPEÑO DE ACTIVIDADES DE CARÁCTER LUCRATIVO
POR CIERTOS MIEMBROS DE LA FAMILIA DEL PERSONAL DE MISIONES
DIPLOMÁTICAS Y OFICINAS CONSULARES**

EL REINO DE BÉLGICA, representado por:

**El Gobierno federal,
El Gobierno valón,
El Gobierno flamenco,
El Gobierno de la Región de Bruselas-Capital,
El Gobierno de la Comunidad germanófona,**

Y

LA REPÚBLICA DOMINICANA,

**EN SU voluntad de permitir el ejercicio de actividades remuneradas por parte de los familiares
a cargo del personal de las respectivas misiones diplomáticas y oficinas consulares acreditado
en el territorio de la otra Parte,**

HAN acordado lo siguiente:

ARTÍCULO 1

Ámbito del Acuerdo

1. En base a reciprocidad, las siguientes personas estarán autorizadas a desempeñar una actividad remunerada en el territorio del Estado receptor:
 - a) El cónyuge, el compañero de unión civil y los hijos solteros menores de dieciocho años dependientes de un agente diplomático o de un funcionario consular del Estado acreditante, acreditados:
 - (i) en el Estado receptor, o
 - (ii) ante una organización internacional establecida en el Estado receptor;
 - b) Así como, el cónyuge, el compañero de unión civil de los otros miembros del personal de la misión del Estado acreditante ó de la Oficina consular del mismo;

tal y como se define en el Artículo 1 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas (1961) y Consulares (1963).
2. La autorización para desempeñar una actividad de carácter lucrativo será concedida por las Autoridades del Estado receptor de conformidad con las disposiciones legales y reglamentarias vigentes en ese Estado y sujeto a lo dispuesto en el presente Acuerdo.
3. Tal autorización no se extenderá a los nacionales del Estado receptor ni a los residentes permanentes en su territorio.
4. Salvo que el Estado receptor decida otra cosa, la autorización no será concedida a los beneficiarios quienes, habiendo empezado a desempeñar una actividad remunerada, dejen de pertenecer a la familia del personal definido en el párrafo uno (1) del presente artículo.
5. Esta autorización será válida mientras el personal a que se refiere el apartado uno del presente artículo ejerce sus funciones en la misión o en la oficina consular del Estado acreditante en el territorio del Estado receptor y hasta la terminación de su designación o dentro de un plazo de tiempo razonable después de dicha terminación.

ARTÍCULO 2

Procedimientos

1. La solicitud de autorización para el desempeño de una actividad remunerada estará introducida, en nombre del beneficiario, por la Embajada del Estado acreditante ante la Dirección de Protocolo del Ministerio de Asuntos Exteriores de la República Dominicana o ante la Dirección de Protocolo del Servicio Público Federal de Asuntos Exteriores, Comercio Exterior y Cooperación al Desarrollo del Reino de Bélgica.

Después de haber verificado que la persona es un dependiente de un agente o funcionario, tal como definido en el artículo 1 § 1, y procesado el pedido oficial, el Gobierno del Estado receptor informará a la Embajada del Estado acreditante que el dependiente está autorizado a aceptar un empleo.

2. Los procedimientos seguidos serán aplicados de tal manera que el beneficiario de la autorización pueda desempeñar una actividad remunerada lo más pronto posible. Cualquier requisito sobre permisos laborales y formalidades similares se aplicará favorablemente.
3. La autorización de ejercer una actividad lucrativa no exime al beneficiario de cumplir con los requerimientos usuales o reglamentarios con relación a características profesionales u otras calificaciones que se debe demostrar para ejercer dicha actividad remunerada.
4. Las disposiciones de este Acuerdo no se interpretarán como el reconocimiento de calificaciones, diplomas o estudios entre los dos Estados.

ARTÍCULO 3

Privilegios e inmunidades de la jurisdicción civil y administrativa.

En caso de que un beneficiario de la autorización de tener una actividad remunerada goce de inmunidad frente a la jurisdicción civil y administrativa del Estado receptor, en virtud de las provisiones de las Convenciones de Viena sobre Relaciones Diplomáticas y Consulares, o de cualquier otro instrumento internacional aplicable, no se aplicará esta inmunidad con respecto a de los actos derivados de la actividad remunerada que se enmarquen en el derecho civil y administrativo del Estado receptor. El Estado acreditante renunciará a la inmunidad de ejecución de toda sentencia con relación a estos asuntos.

ARTÍCULO 4

Inmunidad de jurisdicción penal

En caso de que un beneficiario de la autorización de ejercer una actividad remunerada goce de inmunidad frente a la jurisdicción penal del Estado receptor, en virtud de las provisiones de las Convenciones de Viena arriba mencionadas o de cualquier otro instrumento internacional :

- a) El Estado acreditante renunciará a la inmunidad de jurisdicción penal de la cual goce el beneficiario de la autorización en el Estado receptor, frente a cualquier acción u omisión que tenga relación con el ejercicio de la actividad remunerada, salvo en casos especiales en que el Estado acreditante considere que tal renuncia es contraria a sus intereses;

- b) La renuncia a la inmunidad de jurisdicción penal no será interpretada como extensiva a la inmunidad de ejecución de sentencia, para la cual se requerirá una renuncia específica. En caso de tal solicitud, el Estado acreditante estudiará muy seriamente toda solicitud que le presente el Estado receptor.

ARTÍCULO 5

Regímenes de impuestos y seguridad social

De acuerdo con las disposiciones de las Convenciones de Viena arriba mencionadas o de cualquier otro instrumento internacional aplicable, los beneficiarios de la autorización de ejercer una actividad remunerada estarán sujetos a los regímenes fiscal y de seguridad social del Estado receptor para todos asuntos relacionados con el ejercicio de la actividad remunerada en este Estado.

ARTÍCULO 6

Duración y terminación

El presente Acuerdo quedará en vigor por un período indefinido y cualquiera de las Partes podrá denunciarlo en cualquier momento mediante preaviso de seis (6) meses notificado por escrito a la otra Parte.

ARTÍCULO 7

Entrada en vigor

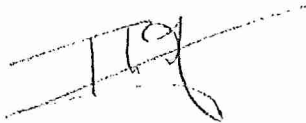
El presente Acuerdo entrará en vigor el primer día del segundo mes que sigue a la fecha del intercambio de la última notificación por la que se comuniquen el cumplimiento de los requerimientos constitucionales y legales.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos, han firmado el presente acuerdo.

HECHO en Bruselas, el día 17 de junio de 2022, en dos ejemplares originales, en lengua francesa, neerlandesa y española, siendo cada uno de los textos igualmente auténtico. En caso de divergencia de interpretación, prevalecerá el texto en lengua francesa.

POR EL REINO DE BÉLGICA:

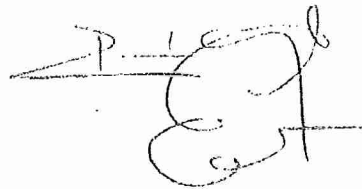
El Gobierno federal,
El Gobierno valón,
El Gobierno de la Región
de Bruselas-Capital,
El Gobierno de la Comunidad
germanófono,



El Gobierno flamenco,



**POR LA REPÚBLICA
DOMINICANA:**





COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles, 24 JUN 2022

Brussel,

Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België